OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OLUCOME

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 015/OLUCOME/07/2018 PORTANT SUR LA DEGRADATION DE LA RELATION DES INVESTISSEURS ETRANGERS AVEC LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI. .

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) déplore une fois de plus la dégradation continuelle de la relation avec les investisseurs étrangers provoquée d'une part par l'environnement malsain des affaires au Burundi et d'autre part par le clientélisme , le favoritisme, le trafic d'influence et la corruption qui engoulent les normes de transparence dans les marchés publics.

2. En effet, il y a quelques jours la police nationale du Burundi a annoncé l'arrestation de quatre ressortissants français accusés d'escroquerie, faux et usage de faux et constitution d'une société fictive ». Pourtant, ces hommes d'affaires arrêtés étaient bien connus et étaient en mission d'une société Hongkongaise ETS chargée de contrôler les appels internationaux sortants et entrants qui a acheté les actions de SG2 à 75% et l'Etat détiendrait 15%. Selon les informations à la disposition de l'OLUCOME, ils seraient revenus au Burundi pour réclamer leurs dividendes qu'ils n'ont jusqu'ici reçues depuis 2016 et voudraient aussi vendre leurs actions à d'autres investisseurs. Pour tout aviser, il y a eu création d'un système pour quelques personnalités du parti au pouvoir « Ndimwo » et qui doivent à tout prix brouiller les normes de transparence et de concurrence et enfin bénéficier des actions, sans toutefois verser des fonds, dans des sociétés qui viennent investir au Burundi. Tout le monde comprendrait alors les quatre ressortissants français n'étaient pas les bienvenus au Burundi car les recevoir à bras ouverts serait synonyme de remboursement d'un montant non moins négligeable déjà détourné par une poignée d'individus que l'OLUCOME se garde de publier leurs noms pour le moment.

3. Aujourd'hui, au Burundi où la corruption se fait roi, les investisseurs étrangers et nationaux concourent premièrement à un pot de vin pour gagner un marché sans concurrence et tombent souvent dans la piège des corrupteurs. Ainsi, ces investisseurs y perdent leurs fonds et voilà sont surtout accusés d'escroquerie, sont intimidés par une détention dans des conditions inhumaines et ces corrupteurs fassent tout pour faire taire des témoins gênants du sérail qui connaissent mieux ces dossiers. A titre illustratif, l'OLUCOME se souvient le cas de la société E.B.S. Petroleum s.a de Charles SIMPUNGA où le Gouvernement burundais lui a pris son argent avoisinant à 10 milliards Fbu et il lui a par après contraint de quitter le pays. L'autre cas est celui de la concession du port de Bujumbura où la société Global

Port services Burundi (GPSB) a occasionné le détournement d'une partie du capital de ce port par ses actionnaires à raison de 6.5 millions de dollars américains parce que les actionnaires alliés au Gouvernement ne s'étaient pas acquittés des montants des actions achetées mais plutôt ils ont continué à percevoir annuellement les dividendes, sans oublier tout de même, l'actionnaire principal qui s'est enfuit la nuit avec un montant de 411 millions de francs burundais sans même donner les 10 milliards de francs burundais qu'il devait suite à une somme énorme de corruption leur exigée.
Le troisième cas concerne l'attribution illégale d'un marché de construction d'un hangar à la société SOCOTRAPE par la SOBUGEA et de celui de la surveillance des travaux de construction à l'entreprise ECOMO par la même société SOBUGEA. Les corrupteurs et corrompus dans cette affaire intimident les employés de la SOBUGEA. Cependant, l'OLUCOME remercie les concernés d'avoir relâché un des employés de la SOBUGEA qui était détenu pour cette affaire au nom d'Amissi.

4. Enfin, l'OLUCOME s'inscrit en faux contre le *« racket généralisé »* au profit du parti des privilégiés de la République, qui sont prêts à tout pour préserver leurs intérêts personnels mettant de côté l'intérêt du pays. Ce mauvais traitement des quatre ressortissants français est un scandale qui envoie un mauvais signal aux investisseurs. Aujourd'hui, c'est très difficile quand un investisseur étranger, honnête, vient investir dans un pays où les sociétés sont volées au vu et au su de tout le monde. On dirait que c'est presque un message qui vient d'être donné aux investisseurs étrangers pour leur dire : ne venez plus au Burundi. A cet effet, est-il possible que le Burundi pourra connaître un développement minime soit-il sans un environnement favorable aux investisseurs étrangers et nationaux? Par ailleurs, l'OLUCOME ne comprend pas l'emprisonnement injuste de Monsieur Donatien Ndayishimiye qui reste croupit dans la geôle de MURAMVYA au moment où les quatre français ont été libérés.

5. Dans le cadre de plaider en faveur de la population qui souffre de la pauvreté extrême, des investisseurs qui se jettent dans l'eau bouillante de la corruption et ceux qui sont honnêtes qui voudraient bien investir au Burundi, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement du Burundi :

a. Même si les quatre français ont été libérés, l'OLUCOME demande au Gouvernement de sortir de son silence pour mettre au clair cette affaire qui jette le discrédit au pouvoir et éviter de fonctionner sciemment dans l'irrespect de la loi et des normes de la transparence à cause de la grande corruption ;

b. De se défaire avec certaines autorités du parti au pouvoir qui dictent presque tout dans le domaine des marchés publics et se laisser exercer en toute indépendance le traitement des dossiers de ces marchés et celui des dossiers de

création des sociétés au Burundi ;

c. De libérer sans condition Donatien Ndayishimiye qui croupit toujours en prison ;

d. De donner la lumière sur les affaires SIMPUNGA Charles, la concession de la société Global Port services Burundi (GPSB) et l'homme d'affaire sud-africain Kobus Van der Merwe, AAE , Falcon 50, Interpetrol- Regideso ;

e. De respecter à la lettre les indicateurs de DOING BUSINESS.

Au Ministre des transports, des travaux publics, de l'équipement et de l'aménagement du territoire ainsi qu'à la Ministre à la Présidence chargée de la Bonne Gouvernance :

a. De trouver des solutions durables aux problèmes de gestion de la SOBUGEA et d'arrêter l'exécution des marchés attribués illégalement à la SOCOTRAPE et à l' ECOMO par la SOBUGEA ;

Aux investisseurs étrangers et nationaux:

a. D'éviter les raccourcis en recourant à certains individus qui ne veulent que leurs profits personnels ;

b. D'éviter à tout prix la corruption et les pots de vin car l'histoire a montré que la finalité n'en est pas autre que la spoliation de leurs biens et fonds, l'intimidation et l'emprisonnement.

« Vive le Burundi sans les dirigeants politiques corrompus »

Fait à Bujumbura, le 06/07/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

06/07/2018

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
OLUCOME
B.P 6616
Tél:212113

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI